

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise – CS 50551  
57009 Metz Cedex 01

Metz, le 27 septembre 2023

Tél : 03 54 44 02 80

[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10 août 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)**

Centrale de l'Est - route nationale

57270 Richemont

Références : RICHEMONT\_ALFI\_2023-09-12\_RAPVI-secheresse\_CPE\_25237

Code AIOT : 0006201722

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 août 2023 dans l'établissement Air liquide France industrie (ALFI) implanté Centrale de l'Est - route nationale 57270 Richemont. L'inspection a été annoncée le 8 août 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des contrôles réalisés sur la thématique "sécheresse" suite au déclenchement du seuil d'alerte renforcée par arrêté préfectoral du 18 juillet 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Air liquide France industrie (ALFI)
- Centrale de l'Est - route nationale 57270 Richemont
- code AIOT : 0006201722
- régime : autorisation
- statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : non

La société Air liquide France industrie est autorisée par arrêté préfectoral n°86-AG/2-86 du 6 février 1986 modifié à exploiter des installations de production de gaz de l'air.

Le site est classé Seveso seuil haut en raison des quantités d'oxygène présentes sur le site (rubrique n°4725).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- sécheresse

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Exemption à l'AM du 30/06/2023	Arrêté ministériel du 30/06/2023, article 4-III	/	Lettre de suite préfectorale	/

**(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale**

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 15	Susceptible de suites	Sans objet
2	Déclaration des prélèvements sur GEREP	Arrêté ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet
4	Déclenchement du seuil d'alerte	Arrêté préfectoral du 05/06/2018, article 18.2	/	Sans objet
5	Déclenchement du seuil d'alerte renforcée	Arrêté préfectoral du 05/06/2018, article 18.3	/	Sans objet
6	Évolutions de la consommation et sobriété des usages de l'eau	Arrêté ministériel du 30/06/2023, article 4-I-6°	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant appréhende correctement les épisodes de sécheresse. Il transmet et applique les éléments relatifs au passage des différents seuils en matière de sécheresse prévus dans son arrêté préfectoral du 5 juin 2018.

En épisode de sécheresse, les prélèvements ne sont plus réalisés dans la nappe alluviale de la Moselle mais basculent sur le réseau de distribution.

Lors de l'inspection "sécheresse" de 2022, il avait été relevé que l'exploitant allait mettre en place un suivi permanent, via télésurveillance des compteurs du réseau de distribution, afin de respecter l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation. La démarche est en cours de réalisation et devrait être effective fin 2023.

Suite à la publication de l'arrêté ministériel relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement le 30 juin 2023, l'exploitant a sollicité le bénéfice d'une dérogation au titre de l'article 3 de cet arrêté au regard de ses missions d'intérêt général et de sa production d'oxygène classée matière première à usage pharmaceutique.

L'exemption prévue par l'arrêté ministériel porte essentiellement sur les médicaments d'intérêt thérapeutique majeurs et leurs principes actifs.

D'après le code la santé publique, les MPUP (matière première à usage pharmaceutique) regroupent également les excipients n'ayant pas d'intérêt pharmacologique/immunologique (article L5138-2). La demande d'exemption n'est donc pas recevable.

Il est proposé un projet de courrier préfectoral indiquant à l'exploitant le rejet de sa demande d'exemption.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, dispositif de mesure totalisateur – relevé des débits prélevés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13 septembre 2022 ;</li><li>• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites.</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant prélève pour les besoins de son activité dans la nappe alluviale de la Moselle. Conformément à l'article 15.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2014 DLP/BUPE-2 du 8 janvier 2014 modifié, il est interdit à l'exploitant de prélever de l'eau de la nappe en cas de dépassement du seuil de vigilance sécheresse, correspondant à 1,1 x le débit d'étiage quinquennal de la Moselle enregistré au niveau de la station de mesure sur la Moselle la plus proche située en amont des installations.</p> <p>[...] La station de Hauconcourt/Hagondange peut être utilisée comme station de référence ; le seuil de vigilance sécheresse au niveau de cette station est 23,1 m<sup>3</sup>/s.</p> <p>Aussi, depuis le 5 juin 2023, l'exploitant ne prélève plus dans la nappe alluviale mais utilise l'eau du réseau de distribution du syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la vallée de l'Orne (SIEGVO).</p> <p>Pour les usages sanitaires, l'exploitant s'approvisionne également en eau dans le réseau de distribution du SIEGVO.</p> <p>Aussi, pour respecter les prescriptions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, avec une lecture journalière des consommations, et au vu des conditions difficiles de relevé visuel de ces compteurs, l'exploitant a initié une démarche de mise en place d'un suivi permanent, via télésurveillance des compteurs SIEGVO.</p> <p>Cette démarche avait été initiée en 2022 pour obtenir des crédits selon ses processus internes. Toutefois, l'installation de la télésurveillance de ces compteurs requiert d'important travaux notamment le tirage de câbles jusqu'à la salle de contrôle. L'exploitant a présenté un bon de commande n°F2-0923396 du 28 juin 2023 pour ces travaux pour une réalisation d'ici fin 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

## N° 2 : Déclaration des prélèvements sur GEREP

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 31/08/2008, article 4 partiel
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, vérifier que l'exploitant déclare correctement sur GEREP et GIDAF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> sans objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b>  L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant procède bien aux déclarations annuelles de ses prélèvements conformément aux dispositions ci-dessus. Les consommations d'eau déclarées sur GEREP en 2020, 2021 et 2022 s'élèvent respectivement à 113 389 m<sup>3</sup>, 101 563 m<sup>3</sup> et 106 167 m<sup>3</sup>.</p> <p>A noter, qu'en période normale, la consommation d'eau du site est de 311 m<sup>3</sup>/jour.  En période "alerte et alerte renforcée", la consommation d'eau est de 395m<sup>3</sup>/jour.  La dureté plus importante de l'eau du réseau de distribution induit une augmentation des besoins en eau pour le process.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 30/06/2023, article 4-III partiel
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, conditions d'exemption
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> sans objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b> [...] Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.</p>
<p><b>Constats :</b> Par courrier en date du 18 juillet 2023, l'exploitant a sollicité les services de l'inspection pour bénéficier d'une dérogation au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p> <p>L'exploitant y déclare assurer des missions d'intérêt général liées à la fourniture de ses gaz industriels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- azote sécurité ou liquide pour la sécurité des installations industrielles de ses clients pour la protection contre les risques de produits dangereux, inflammables, explosifs ;</li> <li>- oxygène liquide fourni aux installations de santé : hôpitaux, industries pharmaceutiques ;</li> <li>- azote liquide utilisé pour la cryoconservation (tissus humains, vaccins, ...) ;</li> <li>- différents gaz et mélanges de gaz de qualité alimentaire à destination de l'industrie agro-alimentaire ;</li> <li>- fourniture aux installations de l'électronique ;</li> <li>- industrie de la défense (industrie, recherche nucléaire, semi-conducteurs).</li> </ul> <p>Selon la fiche télé-enregistrée n°2022-00261 auprès de l'agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), l'exploitant fabrique l'oxygène classé matière première à usage pharmaceutique (MPUP).</p> <p>L'exemption prévue par l'arrêté ministériel porte essentiellement sur les médicaments d'intérêt thérapeutique majeurs et leurs principes actifs. D'après le code la santé publique, les MPUP regroupent également les excipients n'ayant pas d'intérêt pharmacologique/immunologique (article L5138-2). La demande d'exemption n'est donc pas recevable.</p>
<p><b>Observations :</b> Au regard des éléments exposés au constat ci-dessus, il est proposé un projet de lettre préfectorale adressé à l'exploitant rejetant le bénéfice de la dérogation au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> avec suite
<b>Proposition de suites :</b> lettre préfectorale

N° 4 : Déclenchement du seuil d'alerte

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 05/06/2018, article 18.2
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, stade alerte – dispositions à mettre en œuvre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> sans objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ;</li> <li>- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;</li> <li>- interdiction de laver les véhicules de l'établissement ;</li> <li>- interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ;</li> <li>- report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ;</li> <li>- interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau ;</li> <li>- mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et aval du point de rejet des effluents.</li> </ul> <p>Ces mesures sont mises en oeuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai d'une semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>- le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement) ;</li> <li>- le delta de T° entre prélèvement et rejet, en précisant le lieu de mesure de ces T° ;</li> <li>- le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site ;</li> <li>- le débit en marche dégradée ;</li> <li>- le débit de sécurité si existant ;</li> <li>- la période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple ...</li> </ul> <p>Les quantités sont données en m<sup>3</sup>/jour ou m<sup>3</sup>/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a informé l'exploitant du dépassement du seuil d'alerte le 27 juin 2023 (arrêté préfectoral du 26 juin 2023).</p> <p>L'exploitant a transmis les premiers éléments de réponse à l'inspection le 18 juillet 2023 et complété le 31 juillet 2023 par un rapport contenant les informations prévues par les dispositions de l'article 18.2 listées ci-dessus à l'exception du delta de température entre prélèvement et rejet ; ce delta n'est pas mesurable, le débit n'étant pas continu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

#### N° 5 : Déclenchement du seuil d'alerte renforcée

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 05/06/2018, article 18.3
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, stade alerte renforcée – dispositions à mettre en œuvre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte (citées à l'article 18.2). De plus, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction de consommation d'eau et les dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux qui auront été proposés en application de l'article 2 nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le préfet. Ces mesures pourraient être mises en œuvre graduellement en fonction de la gravité de la situation.
<b>Constats :</b> L'inspection a informé l'exploitant du dépassement du seuil d'alerte renforcée le 20 juillet 2023 (arrêté préfectoral du 18 juillet 2023). L'exploitant a transmis à l'inspection le 31 juillet 2023 un rapport contenant les informations telles que détaillées au constat précédent. L'exploitant n'a pas identifié d'actions supplémentaires susceptibles d'être mises en place de manière immédiate.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

#### N° 6 : Évolutions de la consommation et sobriété des usages de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 30/06/2023, article 4-I-6°
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, évolutions – améliorations – investissements – gestion de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée:</b> La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2018.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique mener des travaux d'amélioration continue des systèmes de refroidissement du site (systèmes qui sont les principaux consommateurs d'eau). Il a présenté un audit de la consommation d'eau du site en date du 28 juillet 2023.  Le document y détaille dans le chapitre 3 - Optimisation des consommations en eau : - les actions d'amélioration réalisées : <ul style="list-style-type: none"> <li>dès la conception de Richemont 3 en 2014,</li> <li>Richemont 2 fonctionne en circuits fermés,</li> <li>la pose de balles recouvrant la surface des piscines de vaporisation (économie de 50% des pertes par évaporation),</li> <li>optimisation des régénérations des filtres à sables (économie de 4 018 m<sup>3</sup> par an).</li> </ul> - les actions d'amélioration initiées : <ul style="list-style-type: none"> <li>optimisation du facteur de concentration du produit pour le traitement de l'eau lancé en août 2023,</li> <li>remplacement de la piscine de vaporisation vieillissante et devenue inadaptée à l'origine des 2/3 de consommation en eau adoucie prévue début 2024.</li> </ul> - les actions d'amélioration à l'étude : <ul style="list-style-type: none"> <li>recyclage des condensats process,</li> <li>récupération des eaux de pluie.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet